

Chaire de recherche sur la jeunesse

Echanges avec les acteurs de la jeunesse

Priorités 2013

Comité d'orientation du 22 janvier 2013 - restitution des travaux en ateliers

Présents :

Maryline Chasle, collectif FEDDS
Philippe Jourdan, Mission Locale Rennes
Franck Pichot, CG 35
Nathalie Paré, CG 22
Yannick Henrion, Guingamp communauté
Salima Taymi, ARS
Cédric Audouard, GPAS Bretagne
Sylvain Guedo, SEA 35
Aude Priol, DIRPJJ
Céline Rigourd, Codespar
Laurent Michel, CG56
Amandine Bonneau, CG35
Laëtitia Foligié, comptoir du doc
Camille Bailly, CRIJ Bretagne
Emmanuel Mourlet, CRIJ Bretagne
Thomas Brisson, représentant des étudiants du master 2 Jeunesse : politiques et prises en charge
Maëlle Métayer, représentante des étudiants du master 2 Jeunesse : politiques et prises en charge
Fransez Poisson, AnimaFac
Mickaël Guanel, CRAJEP
Auréli Filoche, Ville de Lorient
Xavier Gabillaud, DDCSPP 35
Christophe Buzzi, DDCS 22
Philippe Niel, DDCSPP 35
Marie-Emmanuelle Putz, DDCSPP 35
Mathilde Connan, ADIJ 22
Jerom Bouthier, IJ 56 CRIJ Bretagne
Véronique Frouté, CG 29
Glen Jegou, Ville de Rennes
Damien Philippe, Ville de Rennes
Hervé Quintel, commune de Ploemeur
Philippe Kuriata, Fédération des centres sociaux de Bretagne
Isabelle Tron, ORS Bretagne
Rozen Andro, IUFM de Bretagne
Agnès Leprince, IUFM de Bretagne
Lydia Aubin, Mapar
Corinne Hervieux, MRJC de Bretagne
Hélène Grimbelle, CRAJEP/Ligue de l'enseignement
Franck Rubaud, Communauté de communes de moyenne Vilaine et Semnon
Francine Labadie, INJEP
Olivier Le Pivert, Région Bretagne
Patricia Loncle, Virginie Muniglia, Stéphanie Guillemard, Karinne Guilloux, Eric Le Grand, Christophe Moreau,
Chaire de recherche sur la jeunesse

Excusés :

Christine Ferron, Directrice IREPS pôle de compétences et éducation et promotion de la santé
Matthieu Leprince, Maître de conférences en économie Rennes 1

Chaire de recherche sur la jeunesse – 4 février 2013

Patrice Duclos, Région Bretagne et les représentants du CRJ (élections demain) responsable mission projets éducatifs et vie lycéenne
M. Echevest, vice-président enfance jeunesse Guingamp communauté
Philippe Lesaux, directeur APRAS
Pierre Merle, sociologue et professeur IUFM
Yann Le Carrer, responsable animation jeunesse Ville de Lannion
Bernard Bailly, délégué de la Fédération bretonne des centres sociaux (remplacé par Philippe Kuriata)
Mme Peron, conseillère générale du Finistère déléguée à la jeunesse
Bénédicte Barre-Villeneuve, Service Jeunesse Vannes
Pascale Petit Sénéchal, DRJSCS
Stéphane Burger, Directeur du Dispositif Prévention Spécialisée 29
Magali Hardouin, Maître de Conférences en Géographie, IUFM de Bretagne/UBO.
Jean-Michel Doki-Thonon, directeur de la Santé publique à l'ARS Bretagne
Estelle Scolan, Région Bretagne
Madame Friconneau et Monsieur Bion, DDCS du Morbihan
Patrick Lecaplain, IRTS Bretagne
Mickaël Triballeau, CAF 35
Patrice Hénaff, Directeur La ContreMarche
Nolwenn Le Boulch, Chargée de mission Jeunesse Rennes Métropole
Gwen Hamdi, Directeur adjoint CRIJ Bretagne
Bruno Bacquet, SEA 35
Julie Guyomard, responsable de la Mission Jeunesse Ville de Rennes
Albin Faure, administrateur bureau national de la LMDE

Atelier 1 : sur quels jeunes se focalisent nos échanges en 2013 ?

Au travers des réponses aux questionnaires, il se dessine plusieurs entrées pour aborder le public jeune : par territoires / par publics / par problématiques.

L'atelier s'est ouvert sur l'idée qu'il ne fallait pas découper le public en catégories mais qu'il était plus pertinent et constructif de raisonner en thématiques transversales (santé, accès à la culture, réseaux sociaux...).

La question de la tranche d'âge, même si elle peut faire sens dans la pratique, semble particulièrement peu adaptée pour construire une réflexion. On peut se demander par exemple quelle tranche d'âge définit les jeunes par rapport aux enfants ou aux adultes ? Il serait plus intéressant de raisonner en termes de parcours.

Certains points semblent ainsi être une source de fragilité particulière dans les parcours, notamment les moments de transition. C'est le cas pour les transitions scolaires (du primaire au collège, du collège au lycée, la sortie du système scolaire...) mais aussi pour les publics de la protection de l'enfance (fin de suivi de l'aide sociale à l'enfance, accompagnement dans l'autonomie).

Ces transitions peuvent également se faire dans des temps qui ne sont pas forcément rythmés par des temps de passage classiquement identifiés mais être propres aux parcours individuels. Elles peuvent être alors plus difficiles à repérer (sorties d'apprentissage en cours de contrat, glissement hors du système scolaire...).

Les modes de découpage des politiques publiques ont tendance à opérer une partition de la jeunesse : d'un côté, dans les politiques se référant à l'éducation populaire, ceux qui participent, s'engagent, ont des projets qu'il faut soutenir... et qui correspondent, en gros, à ceux qui vont bien ; de l'autre côté, dans la perspective de la lutte contre les exclusions, les jeunes en grande difficulté,

ceux qui ne vont pas bien. D'ailleurs, quand on parle de vulnérabilité, on a tendance à définir des catégories de publics, il faudrait plutôt penser en termes de **critères, de facteurs de vulnérabilité**. Il faudrait avoir une **approche globale** : il n'y a pas d'un côté des publics vulnérables et d'autres pas. Il faudrait plutôt être dans une logique d'inclusion : quels sont les leviers, dans un monde où les problématiques touchent largement les publics, pour que les jeunes puissent s'inscrire dans la société, **aider les jeunes à trouver leur place** ?

Il a tout de même été noté qu'il existait un questionnement spécifique en Bretagne lié aux difficultés médico-sociales : addictions, pathologies psychologiques, voire psychiatriques, et phénomène de la « patate chaude », des jeunes à la frontière entre le handicap, le social et le médico-social.

Travailler avec les jeunes pose également la question de l'analyse de leurs besoins. Même si une action est menée avec bienveillance, on se demande toujours si elle correspond vraiment à un besoin des jeunes, exprimé par les jeunes. Il faudrait se poser cette question et **développer des actions sur les besoins réels des jeunes**.

Cela soulève toutefois d'autres questions : Quelles réponses apporter à des jeunes qui parfois n'expriment pas de besoin ? De plus, les adultes ont aussi quelque chose à proposer d'eux-mêmes aux jeunes, des valeurs à transmettre (rôle socialisateur), indépendamment des besoins exprimés. Il faut travailler sur les besoins des jeunes mais on a aussi un projet de société à leur apporter. Cela soulève des questions autour de l'engagement des jeunes notamment (question qui permet aussi d'avoir une vision plus positive de la jeunesse, moins centrée sur des problèmes).

La question des besoins soulève aussi la question du **non-recours**. Pourquoi ne touche-t-on pas tel ou tel type de jeunes ? Il existe de multiples dispositifs pour accueillir les jeunes. Mais lorsqu'on les interroge sur ce qui existe, il n'est pas rare d'entendre qu'il n'y a rien. Cela pose la question de la communication et de l'offre pléthorique d'informations mais aussi du décalage entre les attentes, les besoins et l'offre. Cette thématique du « non-recours » peut être transversale à différents domaines : la santé, le loisir, l'éducatif,... Dans cette perspective, il faut penser aux projets qui s'intéressent aux usagers en impliquant les usagers : être dans une logique de projets participatifs et non pas de dispositifs et s'interroger sur la question des freins à l'accessibilité (physique, psychique, culturel, social, et...)

La question des publics pose également la question des parents. Est-ce que ce n'est pas un aussi public prioritaire aujourd'hui ? Il a des apports sur la question de la parentalité mais plutôt sur la question petite enfance que sur l'accompagnement des jeunes. Or les **parents sont des leviers** mais ils n'en ont pas forcément conscience. Il faut cependant se méfier des discours sur la responsabilité des parents ; il y a un danger à attaquer le rôle des parents sous le simple angle de leur responsabilité, sans questionner le rôle de l'ensemble de la société. Il faut se demander quels outils ont les parents pour faire face aux évolutions sociétales. Il faut penser la coordination avec les parents pour l'accompagnement des jeunes. Il faut également aider les parents à résoudre les crises au sein de la famille et notamment ceux qui sont les plus en difficulté et qui n'ont pas forcément recours aux dispositifs existants.

S'il apparaît nécessaire d'introduire la question des parents, cet aspect ne doit pas occulter la question du rôle des adultes dans l'accompagnement des jeunes. Le terme de « communauté éducative » peut être un cadre intéressant de réflexion.

La question de l'approche par territoires a également été abordée. Il existe des territoires prioritaires (les zones rurales, à redynamiser...). Mais l'approche par territoires ne doit pas empêcher **le dialogue entre territoire urbains et territoires ruraux**.

L'approche par territoires pose aussi la question de l'articulation et du partenariat entre les différentes institutions dans la formulation des politiques locales ; à cet égard, les difficultés de l'institution scolaire à travailler avec les autres acteurs sur la dimension territoriale ont été soulignées.

Enfin, l'influence des réseaux sociaux, des écrans, sur les nouveaux modes de vivre ensemble est apparue comme un sujet dont il fallait se saisir, dans la perspective de nouveaux espaces de socialisation, comme une donnée effective des nouveaux modes de vie et non pas seulement sous un angle alarmiste.

Atelier 2 : Quelles modalités d'intervention questionne-t-on en 2013 ?

Deux thèmes ont plus particulièrement mobilisé nos échanges :

1. La coopération territoriale

Sous cette thématique, plusieurs questionnements ont été développés :

Tout d'abord, la question de la temporalité des politiques publiques : les temps des décideurs et des jeunes ne coïncident pas. Quand on les met en place, les jeunes concernés ne sont plus ceux qui ont formulé les demandes.

La question de la transversalité de la politique a été évoquée : doit-on travailler à partir d'une coordination de dispositifs ou à partir des territoires ? A partir de quelles valeurs, de quel projet politique travaille-t-on ? Comment partager ces valeurs à l'interne des institutions, en transversalité entre partenaires, à des échelles territoriales différentes ? Comment se rencontrer, mutualiser les expériences ?

Des difficultés méthodologiques ont été mentionnées :

- comment développer de la coopération territoriale, par exemple quand une compétence jeunesse n'est pas portée par l'agglomération ?
- comment se mettre d'accord sur ce que nous entendons de certaines notions comme l'autonomie des jeunes ?

La question des territoires est épineuse parce que la territorialité des jeunes ne correspond pas aux contraintes institutionnelles (les jeunes vont mobiliser les réseaux sociaux, être mobiles, etc.)

Enfin, la question du rôle de l'évaluation pour savoir si les modalités d'intervention sont les bonnes a été posée.

2. La participation et l'engagement des jeunes

Les participants ont souligné l'importance de la notion d'aller vers. Ils ont également insisté sur la définition un peu vieillissante de l'engagement des adultes encore très politique, syndicale, associative... De ce fait, il y a une difficulté à prendre en compte les pratiques des jeunes et des citoyens dans les territoires. Cela conduit à une forme d'ordre établi qui a tendance à se renforcer.

D'une manière générale, nous nous sommes interrogés sur la manière de valoriser ce qui est déjà fait par les jeunes : comment mettre en avant la « capacité » des jeunes ? Comment ne pas se focaliser seulement sur des problèmes ? Comment tenter des choses qui n'existent pas encore et qui peuvent faire peur ?

Dans les relations avec les jeunes, comment créer de l'envie ? Il y a eu différents points de vue sur le point de savoir s'il fallait consulter les jeunes sur les sujets de jeunesse ou bien sur tous les sujets de société. Comment faire pour promouvoir des actions délibératives et pas seulement consultatives ?

Comment faire évoluer les espaces de participation pour qu'ils conviennent aux jeunes ? Des exemples ont été cités de formes de participation informelle (dans les Côtes d'Armor) ou de valorisation des initiatives des jeunes (dans le Finistère). Il faut que ces initiatives soient connues et reconnues, notamment par les décideurs politiques.

Comment les associations peuvent-elles être mobilisées pour faire le lien entre les jeunes et les institutions ?

Une préoccupation a émergé : comment faire pour que l'engagement soit durable, que ce ne soit pas seulement une période de la vie ?

Enfin, comment montrer que l'engagement, la participation/l'engagement des jeunes peut influencer le fonctionnement des territoires, les contenus des politiques publiques ?

Des avis transversaux ont été formulés :

- il faut s'intéresser à tous les jeunes, même si à un moment donné des déclinaisons spécifiques sont mobilisées. Pour cette raison, il apparaît essentiel de maintenir des politiques volontaristes, qui découlent de choix politiques.
- Il faut bâtir de la confiance avec les jeunes

Pour conclure, sur le rôle de la Chaire :

La Chaire doit aider à mettre en évidence ce qui existe déjà, à mutualiser. Elle peut également aider à révéler des expériences qui sont un peu underground. Elle peut être un levier pour prendre de la hauteur pour les acteurs d'un point de vue de recherche

Elle peut également offrir un espace de réflexion qui permette de déconstruire les demandes explicites pour mettre en évidence les besoins implicites.

Atelier 3 : Quelles modalités de liens priorisent - on en 2013 ?

Propositions les plus citées en premiers et deuxième choix dans les questionnaires :

-Produire ensemble de la connaissance à partager (recherche action, recherche interventionnelle,...)

14

-Mutualiser et valoriser les ressources, les expériences et les connaissances de chacun 12

-Accompagner les démarches et les projets (apport de connaissances, aide au diagnostic et à l'évaluation,...) 11

-Ouvrir des espaces de réflexion partagée en fonction de préoccupations communes (journées thématiques, colloques, débats...) 10

-Faciliter la circulation de l'information, l'accès aux ressources 4

-Créer des outils de mutualisation (guides, fiches méthodologiques,...) 3

-Diffuser les résultats de recherche, d'articles venant de paraître 2

Travaux de priorisation en sous- groupes à partir des réponses aux questionnaires :

Groupe 1

- 1 -accompagner les démarches et les projets (repérer les manques, faire un diagnostic, apport théorique ancré dans la recherche)
- 2 -produire ensemble de la connaissance à partager
- 3 -créer des outils de mutualisation (en veillant à ne pas prendre la place d'acteurs)

Ces échanges pourraient concerner les 2èmes et 3èmes couronnes des centres urbains qui se développent et n'ont pas encore de réponse aux besoins de la jeunesse, la population en errance dans les centres urbains et les pré-adolescents, population fuyante.

Groupe 2

Ouvrir des espaces de réflexion partagée en fonction de préoccupations communes (journées thématiques, colloques, débats...) est à prioriser pour 2013.

Organiser 3 rencontres en 2013 :

- 1-crédation d'une plateforme pour centraliser les expériences
- 2-ouvrir des temps de rencontre thématiques à l'échelle régionale (plutôt en soirée afin que les jeunes puissent participer en utilisant les outils numériques)
D'abord des temps de réflexion partagée, d'appropriation des apports théoriques puis de mutualisation (autres régions, pays)
- 3-finir par une rencontre prospective (programmation de production de connaissances partagées pour 2014)

Les rencontres pourront aborder l'engagement, la mobilité ou la place des jeunes dans la société.

Groupe 3

- 1-Ouvrir un espace de réflexion (apport théorique et regards croisés des acteurs)
Partage horizontal de connaissances de différents éclairages pour imaginer expérimenter
- 2-Accompagner les démarches, les projets
Mutualiser des expériences pour construire de la connaissance

Echelle d'une métropole pour un élargissement au Département, à la Région
Questionner la santé mentale dans une approche générationnelle (tous les jeunes)
S'entendre sur une forme d'expérimentation

Groupe 4

Préalable à la co-production de connaissances :

- 1 - interconnaissances : réunir les différents acteurs
Questionner les missions et les métiers
Rendre visible les modes de coopération
Mutualiser et valoriser les ressources de chacun dans une démarche ascendante
Ouvrir des espaces de réflexion partagée

- 2 - co-production de connaissances
Recherche action par exemple dans une finalité de modélisation

Attention : la Chaire ne doit pas s'inscrire dans une logique de prestation comme pourrait le faire un cabinet de consultants (accompagnement de projet). Il ne faut pas que la chaire mette en danger certains acteurs. La Chaire doit rester une plateforme neutre sans enjeu.

Nous pourrions prioriser des territoires plus que des publics (périurbain et rural) dans une logique régionale.

La Chaire est un révélateur de connaissances, un espace de décloisonnement.

Synthèse :

- **1 un espace d'interconnaissance et de décloisonnement entre acteurs jeunesse de différents champs et chercheurs**
 - Echelon régional,
 - Approche générationnelle et non par public spécifique,
 - Territoires, périurbains, ruraux et maritimes et la mobilité

- **2 permettre des regards croisés, réflexion partagée, appropriation des savoirs**
 - Savoirs d'actions à valoriser
 - Savoir théoriques, modèles d'analyse, problématiques, résultats de recherche

- **3 plateforme de mutualisation, fonction de révélateur de richesses**
 - Valorisation des ressources de chacun (outils existants, postures professionnelles, méthodes)
 - Décloisonner l'usage des ressources existant dans chaque secteur (par exemple les guides)

- **4 co- construction de connaissances**
 - Construire de la connaissance en expérimentant
 - Imaginer des formes de recherche coopérative, des nouvelles postures
 - Accompagner l'expérimentation, de nouveaux modes d'intervention
 - Rendre modélisable des façons de faire

La Chaire doit rester une plateforme neutre, sans enjeu.

La Chaire est un révélateur de connaissances, un espace de décloisonnement.